

Dossier Migration et Covid-19

2 avril 2020

(8/10) JAPON | Exclusion et solidarité pour les migrants au Japon : COVID 19 met en évidence les défis des minorités



Rapport de Naoko Sunai, candidate au doctorat au sein de la chaire.

Sa recherche vise à analyser la migration internationale des Vietnamiens selon une perspective sociologique axée sur le genre.



La pandémie de la COVID-19 et les restrictions de mobilité imposées par les états affectent gravement les migrants au Japon en termes d'emploi, de garde d'enfants, et d'expérience de racisme. Des OBNL et des universitaires appellent à lutter contre le racisme et la xénophobie liés à la COVID-19.

Hotline multilingue de consultation sur le travail

Alors que de nombreux migrants au Japon occupent déjà des emplois précaires depuis longtemps, avec de bas salaires et des conditions de travail instables, l'avènement de la COVID-19 exacerbe les défis auxquels ils sont confrontés. Les migrants font également face à diverses discriminations et à la xénophobie liées au virus. Ainsi, la centrale syndicale de Mie (Centrale Mie), qui œuvre dans la préfecture de Mie dans la partie ouest du Japon, a lancé une hotline multilingue de consultation sur le travail les 13 et 14 mars. La centrale a soutenu de nombreuses personnes d'origine étrangère, notamment des Philippins et des Nikkeijins (descendants japonais) de pays d'Amérique latine tels que le Brésil. La Centrale Mie a fourni une ligne directe de consultation pour les travailleurs en quatre langues: anglais, portugais, espagnol, et japonais.

« Les migrants font également face à diverses discriminations et à la xénophobie liées au virus. »

Résiliation des contrats et dégradation des conditions de travail

Les défis que rencontrent les travailleurs migrants sont généralement graves. La plupart des migrants en contact avec la Centrale Mie sont des travailleurs irréguliers, c'est-à-dire des travailleurs temporaires ou contractuels, hommes comme femmes. La plupart d'entre eux travaillent dans des conditions de travail instables. Certaines sont des mères célibataires. Depuis l'avènement de la Covid-19, la hotline a reçu des appels de travailleurs migrants concernant la résiliation des contrats et l'aggravation des conditions de travail.

Un travailleur a déclaré: « Malgré un contrat de nuit, mon entreprise m'a dit que mon quart de travail passait dorénavant à un quart de jour et que mes revenus avaient diminué. »

« ... Nous soupçonnons l'entreprise de vouloir mettre fin à son contrat en raison du congé parental. Je pense que les entreprises utilisent COVID-19 comme excuse pour mettre à pied les travailleurs qui ne leur conviennent pas. »

Dans un autre cas, une entreprise a soudainement informé un travailleur migrant que son contrat terminerait à la fin du mois de mars en raison des réductions de production dues au virus. Il travaillait sur un contrat de trois mois qui avait été renouvelé. Le travailleur, qui avait demandé un congé parental il y a quelque temps, a déclaré : « Je pense que la résiliation du contrat peut être due à la demande de congé parental. »

Jimbu ajoute: « Il est vrai que l'entreprise l'a informé de la résiliation du contrat en raison de coupes dans la production. Cependant, le travailleur a demandé un congé de garde d'enfants, et l'entreprise n'en a pas tenu compte. Nous soupçonnons l'entreprise de vouloir mettre fin à son contrat en raison du congé parental. Je pense que les entreprises utilisent COVID-19 comme excuse pour mettre à pied les travailleurs qui ne leur conviennent pas. »

Fermeture des écoles

De nombreux travailleurs migrants, en particulier les femmes, ont également été touchés par la fermeture des écoles réclamées par le gouvernement japonais. Le gouvernement ne fournit pas suffisamment de soutien aux familles avec des enfants pendant la fermeture, et la plupart des travailleurs de l'industrie ne peuvent pas faire du télétravail. Une travailleuse migrante a déclaré que puisque l'école primaire était fermée et que ses enfants ne pouvaient pas rester à la maison sans adulte, elle a demandé à son employeur de prendre un jour de congé. L'entreprise lui a répondu qu'elle serait licenciée si elle ne venait pas travailler. De plus, avec la propagation du coronavirus, certains s'inquiètent de la durée de la fermeture des écoles.

Dans ce contexte, certains migrants avec enfants recherchent des services de gardiennage dans leur communauté, et ils y laissent leurs enfants.

« Les migrants s'entraident depuis longtemps, les jeunes s'occupant des enfants des autres migrants. Cependant, dans ce cas, les parents paient un certain salaire, même si c'est une petite somme. On reçoit de l'aide dans la communauté, mais ce n'est pas sans fardeau pour les parents. » note Jimbu.

Certains enfants migrants ne ressentent pas les effets des fermetures d'école. À la base, plusieurs enfants migrants fréquentent des écoles créées par les communautés de migrants. Plusieurs refusent d'aller à l'école régulière en raison de la discrimination et de l'*Ijime* (intimidation) dans les écoles japonaises.

Restrictions de circulation

La pandémie du nouveau coronavirus affecte également la mobilité des travailleurs migrants. Les contrôles frontaliers plus stricts des états et les restrictions de circulation ont empêché les stagiaires techniques d'entrer au Japon. Les stagiaires techniques sont des travailleurs inscrits dans le cadre du programme de formation des stagiaires techniques (TITP). Ils sont indispensables à diverses industries japonaises telles que la fabrication, la construction, l'agriculture, la pêche, la couture et le nettoyage. Cependant, si les stagiaires techniques ne sont pas autorisés à entrer dans le pays, ils perdront la possibilité de travailler. Parallèlement, l'industrie japonaise ne pourra pas trouver de travailleurs.

OBNL

« ... les OBNL et les universitaires appellent à lutter contre le racisme et la xénophobie et appellent à la solidarité avec les migrants. »

Avec la propagation du racisme contre les migrants et les minorités à l'échelle mondiale liée à la pandémie de la COVID 19, les OBNL et les universitaires appellent à lutter contre le racisme et la xénophobie et appellent à la solidarité avec les migrants.

Le Réseau de solidarité avec les migrants du Japon (*Ijuren*), un OBNL à Tokyo, a publié le 18 mars un « appel urgent en réponse à l'épidémie de la COVID-19 ». *Ijuren* a déclaré que pour « répondre aux cas de discrimination et d'*antiforeignisme*, nous demandons par la présente le respect des droits humains et la protection médicale et financière pour les immigrants, les minorités ethniques, et les populations marginalisées. »

« ... au Japon, certains politiciens ont appelé COVID-19 le " virus de Wuhan " »

La déclaration intervient alors qu'une vague de COVID-19 à travers le monde a déclenché diverses formes de discrimination et de xénophobie envers les groupes minoritaires de la société japonaise, en personne et sur Internet. Les organisations publiques contribuent à la discrimination structurelle des minorités plutôt que d'appeler à la solidarité et de lutter contre la discrimination. « Bien que l'OMS ait adopté comme politique de ne pas utiliser de noms de lieux et de personnes spécifiques pour la nomenclature des maladies infectieuses afin de prévenir les potentiels de discrimination et de honte, au Japon, certains politiciens ont appelé COVID-19 le " virus de Wuhan " », a déclaré l'OBNL.

De plus, selon *Ijuren*, « la ville de Saitama a décidé de fournir des masques gratuits aux employés des garderies et des écoles d'infirmières de sa municipalité; cependant, la ville a d'abord exclu les garderies coréennes de leur liste. Comme le montrent ces exemples, nous assistons à une augmentation de la démagogie et de la discrimination de la part des institutions publiques et des fonctionnaires. »

En outre, les OBNLs ont appelé à la solidarité de la société civile et ont déclaré: « Afin de ne laisser personne de côté, les informations doivent être disponibles dans plusieurs langues et conformément aux normes relatives aux droits humains, tous les services nécessaires doivent être fournis. Nous avons également demandé au gouvernement, aux médias, et à chaque citoyen de fournir des informations correctes et justes. »

Point de vue sur les personnes migrantes (avis de l'autrice)

« L'imposition de restrictions excessives à la circulation de la part des autorités publiques [...] pourrait également donner un « prétexte » à ceux qui ont des pratiques et visées discriminatoires et xénophobes. »

Alors que la circulation des personnes à travers les frontières augmente, il y a beaucoup de « personnes en mouvement » dans le monde. Leurs trajectoires de vie s'étendent sur plusieurs pays. Certaines personnes peuvent survivre dans ce monde en se déplaçant. À la suite de l'épidémie de COVID-19, les états ont resserré les contrôles aux frontières et imposé des restrictions de voyage, et la xénophobie et la discrimination ont déjà été décrites dans le monde entier.

Néanmoins, la vie de ceux qui vivent en mouvement continue. Comment analyser les restrictions à la circulation des travailleurs migrants et des réfugiés par les pouvoirs publics en tenant compte de la xénophobie et la discrimination ? L'imposition de restrictions excessives à la circulation de la part des autorités publiques portera non seulement atteinte aux intérêts des travailleurs migrants et des réfugiés, mais pourrait également donner un « prétexte » à ceux qui ont des pratiques et visées discriminatoires et xénophobes. Par conséquent, les états et les organisations internationales devraient discuter de l'efficacité et de l'impact des restrictions à la circulation et, en même temps, lutter de manière approfondie contre le racisme et la xénophobie.

Les personnes qui mènent leur vie en déplacement sont membres de notre société. Si les états imposent des restrictions aux déplacements pour prévenir l'infection, il est en même temps nécessaire de protéger les droits des migrants et de lutter contre le racisme et la xénophobie tout en respectant la vie des individus.

➡ Naoko SUNAI

© Photographies 📷 : Naoko SUNAI.

